



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Charleville-Mézières, le 22 décembre 2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 19/10/2023

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ITW SPRAYTEC**  
Zone Industrielle  
VIREUX MOLHAIN  
08320 Vireux-Molhain

Références : E2-LuP/JoL-N° 23/507  
Code AIOT : 0005701202

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle notamment vis à vis de la gestion des mesures de maîtrise des risques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITW SPRAYTEC
- RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain
- Code AIOT : 0005701202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise conditionne des aérosols de produits de maintenance industrielle (graisses, mousses, ...) avec des gaz inflammables (environ 2.4 millions par an). Le site emploie 23 salariés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les mesures de maîtrise des risques au sein d'un site SEVESO seuil bas.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « Sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Sans objet
4	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 – 5	Sans objet
5	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement, article R512-69	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite avait pour objectif d'inspecter une mesure de maîtrise des risques de l'entreprise qui est classée SEVESO seuil bas.

Sur cinq points contrôlés, deux points font l'objet d'une proposition de mise en demeure puisque la MMR inspectée présente une cinétique inadaptée et qu'il existe un manquement dans l'analyse des risques : il n'a pas été présenté d'état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité, [PL1] structuré à partir d'une méthode reconnue (guide professionnel reconnu par le ministère) ni même de méthodologie interne.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualification de la MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Afin de s'assurer que les mesures de maîtrise de risques puissent être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, l'inspection a procédé par sondage en sélectionnant une MMR présentée par l'exploitant ; soit la MMR6.2Bis "DéTECTEURS de gaz avec asservissement à une alarme sonore et lumineuse puis intervention humaine" installés au niveau des machines d'injection de gaz liquides dans les bouteilles d'aérosols.  La MMR est décomposée ainsi : En cas de concentrations égales à 20% et à 50 % de la LIE du gaz en question (butane ou DME), des capteurs de gaz envoient l'information vers un automate. L'automate déclenche une alarme. En l'absence d'intervention humaine sous 5 minutes, les pompes permettant l'alimentation en gaz des aérosols sont coupées de manière automatique (coupure électrique). L'apport en gaz et de fait, le remplissage des aérosols, sont stoppés.  Cette MMR est indépendante car sa défaillance ne peut être à l'origine d'une fuite de gaz. La fuite des gaz ne peut pas entraîner de défaillance ni même dégrader la performance des capteurs.  Le dimensionnement de la MMR est adapté au phénomène à juguler car elle permet le déclenchement d'une alarme sonore dès 20% de la LIE des gaz précités puis à partir 50% des LIE ; en détectant et transmettant l'information de la présence de gaz à des concentrations inférieures aux concentrations d'explosivité, l'exploitant a la possibilité d'agir avant la survenue du risque.  L'ensemble des éléments techniques de la MMR sont conçus et disposés sur le site de façon à résister aux contraintes liées à leurs utilisations et à l'environnement, en présence ou non de nappe de gaz. L'ensemble du matériel est sous couvert des intempéries.  Le temps de réponse présenté par la MMR est : - immédiat avec émission de l'alarme sonore, à 20 % de la LIE (pour les deux gaz) et, - de 5 minutes entre le moment où les détecteurs de gaz identifient la concentration de 50 % de la LIE du gaz concerné et l'arrêt des pompes de chargement en l'absence d'intervention humaine. L'exploitant indique que ce laps de temps équivaut au temps de purge des flexibles. En effet, selon la production en cours, le contenu des aérosols peut être soit du butane, soit du DME. Lorsqu'une purge est nécessaire, il y a la présence d'un opérateur qui réalise le remplacement d'un flexible par un autre. L'exploitant n'a pas su justifier de la temporisation de 5 minutes. Au cours de cette période, la LIE des deux gaz peut être atteinte, mettant en péril le personnel susceptible d'intervenir (le personnel est partie prenante de la MMR) et l'environnement.  La fiche de la MMR précise également les tests et le suivi de maintenance indiqués pour chacun des organes de la MMR en question.  Le dimensionnement de la MMR n'est pas adapté au phénomène à juguler car la temporisation de 5 minutes (cinétique) peut mettre en danger l'environnement et le personnel susceptible d'intervenir pour prévenir le risque.
<b>Observations :</b> L'inspection recommande : <ul style="list-style-type: none"><li>- D'extraire de l'abri l'ensemble des systèmes de vannes de coupure et raccords,</li><li>- D'installer un système de captage adéquat afin d'éviter aux opérateurs de respirer les gaz</li></ul>

<p>en question au moment des purges,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir la cinétique de chacune des MMR identifiées par l'exploitant.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité n'a pas été fourni par l'exploitant.  Il existe un programme de surveillance des équipements techniques contribuant à la MMR inspectée ; la périodicité des tests est respectée : février et août 2023 en contrôle interne par ITW et intervention en mai 2023 pour les contrôles externes.  Alors que le programme de surveillance précise une périodicité semestrielle pour les contrôles externes, les capteurs DG38 et 44 n'ont pas été contrôlés lors du précédent passage de mai 2023. L'exploitant n'a pas indiqué le guide professionnel reconnu par le ministère ni la méthodologie interne utilisée pour établir l'état initial, le programme ou encore le plan de surveillance de l'ensemble de ses MMR.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  La démarche d'analyse des risques porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le remplissage des aérosols est basé sur des systèmes de pompes fonctionnant à l'air comprimé et donc à l'électricité.  En cas de panne électrique, les pompes stoppent le remplissage, bloquant ainsi le risque de fuite sur le réseau(des cuves de stockages à chacune des 3 chaînes de production). L'arrêt du remplissage des aérosols en cas de coupure électrique représente une MMR à sécurité positive.</p> <p>Un onduleur est installé en amont de l'armoire électrique chargée de superviser l'ensemble des</p>

<p>capteurs et autres systèmes de sécurité. Ainsi en cas de coupure électrique, l'onduleur permettra de réaliser les actions de mise en sécurité nécessaires. L'exploitant a déclaré avoir calibré l'onduleur pour un temps de fonctionnement supérieur à celui nécessaire pour la mise en sécurité du site.</p> <p>L'onduleur permettra, entre autres, de secourir le système d'arrosage automatique (type déluge) présent sur les cuves de butane et de DME (action corrective demandée à l'exploitant lors de la visite d'inspection du 20/08/2020).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Gestion des incidents / accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 – 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...] A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant réalise un suivi des défaillances des organes de sécurité reliés aux MMR via deux tableaux : - le premier, lors des interventions d'astreintes hors temps de production (doc VI-FOR-SECU-38 - astreinte), - le second, en intervention pendant le temps de production (doc VI-FOR-SECU-38-activité), Ces deux tableaux ont été envoyés par mail du 24/10/2023. Dans les deux cas, l'exploitant enregistre les informations liées à la nature de l'intervention, aux actions réalisées, aux personnes qui sont intervenues, l'analyse des causes, le lien avec la MMR et les actions préventives/correctives suite à chacune des interventions. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 5 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
<b>Constats :</b> Au cours des trois dernières années, l'entreprise a déclaré ne pas avoir eu d'accident ni d'incident. Le POI de l'entreprise précise les instances à prévenir en cas d'accident et d'incident. Il a été rappelé à l'exploitant que tout incident est à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## **Annexe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**





**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

**PROJET d'Arrêté n° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société ITW SPRAYTEC à Vireux-Molhain**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19/10/2012 à la société ITW SPRAYTEC pour l'exploitation d'une installation de conditionnement d'aérosols sur le territoire de la commune de Vireux-Molhain sur la zone industrielle de la commune, concernant notamment la rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023/606 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29/05/2005 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15/11/2019 ;

**Vu** l'article 4 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29/05/2005 susvisé qui dispose : « *Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité* » ;

**Vu** l'article 7 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 04/10/2010 susvisé qui dispose : « *L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. [...]* » ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel **du** **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

### Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 19/10/2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a contrôlé par sondage une mesure de maîtrise des risques (MMR) sur les 14 identifiées par l'exploitant.
2. La MMR6.2Bis intitulée « Détecteurs de gaz avec asservissement à une alarme sonore et lumineuse puis intervention humaine », est installée au niveau des machines d'injection de gaz liquides dans les bouteilles d'aérosols au niveau d'un local accolé mais à l'extérieur de l'atelier.
3. L'objectif de cette MMR est de s'assurer que la limite inférieure d'explosivité (LIE) des gaz ne soit pas atteinte dans cette zone.
4. La MMR6.2Bis présente un temps de réponse (cinétique) non évalué vis à vis du risque. En effet, la détection du gaz à hauteur de 50 % de la LIE ne déclenche l'arrêt des pompes de remplissages des aérosols qu'après 5 minutes. L'exploitant ne s'est pas assuré que la LIE ne serait pas atteinte en cas de fuite pendant cette durée.
5. Lors de la visite du 19/10/2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas suivi de méthode reconnue (guide professionnel reconnu par le ministère) ni établie en interne, pour définir l'état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à des instrumentations de sécurité.
6. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/05/2005 susvisé et, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.
7. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où la méconnaissance des concentrations en jeu sur cette période pourrait être à l'origine de la survenue d'un risque d'explosion et que l'absence d'une analyse méthodique des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité ne permet pas de garantir que l'ensemble des risques ont été pris en compte de façon exhaustive.
8. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure ITW SPRAYTEC de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/05/2005 et de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

### ARRÊTE

**Article 1** – La société ITW SPRAYTEC exploitant une installation de conditionnement d'aérosols, sise zone industrielle sur la commune de Vireux-Molhain, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/10/2005 en s'assurant que la cinétique de la MMR6.2bis permette de maintenir une concentration en gaz inférieur à 50% de la LIE du gaz détecté, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – La société ITW SPRAYTEC exploitant une installation de conditionnement d'aérosols, sise zone industrielle sur la commune de Vireux-Molhain, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, en produisant un état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité sur la base d'un guide professionnel reconnu ou une méthodologie interne, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ou 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.  
Le présent arrêté sera notifié à la société ITW SPRAYTEC.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Vireux-Molhain ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL